

Séance de la Cour d'Appel



Date et lieu: Mercredi le 18 juin 2014 au siège de la FLF à Mondercange

Président: M. Paul-Charles Origer

Membres: M. Philippe Ney, M. Serge Parage

Membre de la Commission de Contrôle : M. Pierre Schmit

Excusés: -

Secrétariat: M. Mick Loguercio

Affaires :

Demande d'Appel du FC Brouch

Affaire: Match Troisvierges - Brouch (Seniors) du 13/04/2014

Après avoir entendu les témoignages des différentes parties convoquées (représentants des clubs, arbitre de la rencontre), après avoir consulté tous les documents fournis par les parties et après avoir pris connaissance du réquisitoire du représentant de la Commission de Contrôle, le Tribunal Fédéral décide :

FC Brouch : \$101/A alinéa 6 (voie de fait), 500 Euro

Le match sera rejoué.

En cas de nouvelles infractions, les 2 clubs encourent une suspension de terrain (article 94)

Sur base des témoignages des différentes parties convoquées (représentants du FC Brouch, du FC Racing Troisvierges et de l'arbitre de la rencontre), après avoir pris connaissance des différents documents (emails/lettres, fax, etc. des clubs FC Brouch, Racing Troisvierges, après avoir pris connaissance du réquisitoire du représentant de la Commission de Contrôle, la Cour d'Appel constate que des spectateurs du club Racing Troisvierges sont à l'origine des débordements survenus lors du match en question.

Par conséquent, la Cour d'Appel décide de modifier la décision du Tribunal Fédéral comme suit :

FC Brouch : \$101/A alinéa 6 (voie de fait), 250 Euro

Courrier de M. Badr (Jeunesse Useldange)

La Cour d'Appel a traité cette affaire dans sa séance du 20/05/2014 et a rendu une décision publiée dans le bulletin officiel (BIO) du 28/05/2014, La Cour d'Appel n'est pas compétente pour réexaminer une affaire qu'elle a déjà tranchée, des recours spécifiques étant prévus pour contester une décision rendue en instance d'appel

Par conséquent, la Cour d'Appel décide de classer le dossier.

Courrier du club US Boevange

La Cour d'Appel a traité cette affaire dans sa séance du 13/05/2014 et a rendu une décision publiée dans le bulletin officiel (BIO) du 21/05/2014, La Cour d'Appel n'est pas compétente pour réexaminer une affaire qu'elle a déjà tranchée, des recours spécifiques étant prévus pour contester une décision rendue en instance d'appel

Par conséquent, la Cour d'Appel décide de classer le dossier.